RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE L'YONNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

Première circonscription (AUXERRE)

"PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE" et Fédération de l'Yonne des "Indépendants de gauche"

Jean-Michel RENAITOUR

Conseiller général de l'Yonne,
Ancien député-maire d'Auxerre.



Robert MOREAU

Cultivateur,
Maire de Grandchamp.

Le « PARTI RADICAL-SOCIALISTE » ayant désigné le citoyen Renaitour pour mener dans l'Auxerrois la bataille électorale,

les « INDÉPENDANTS DE GAUCHE » l'ayant, de même, sollicité d'accomplir son devoir en posant sa candidature dans les graves circonstances que traverse la politique française, Renaitour a accepté de porter, une fois de plus, le drapeau des républicains.

Laissons-lui maintenant la parole :

MES CHERS CONCITOYENS,

Pour la plupart d'entre vous, je suis un vieil ami. Voilà bientôt quarante ans que je défends le même idéal dans toutes les communes de notre département.

Déjà candidat en 1924, élu pour la première fois en 1926, je n'ai cessé depuis lors, soit comme Conseiller municipal, soit comme Maire, soit comme Conseiller général, soit comme Député, je n'ai cessé, dans tous les postes que l'on m'a fait l'honneur de me confier, je n'ai cessé de défendre notre idéal de progrès social.

Mais aujourd'hui il s'agit de proposer aux électeurs un programme.

Non pas fait de promesses illusoires, mais réduit à des possibilités précises.

Si je redevenais votre élu, je m'attacherais donc surtout, et dès le début de la législature, aux problèmes suivants :

D'abord, la **retraite des vieux**, qui demeure à un taux minime et dérisoire. Une société civilisée n'a pas le droit de manifester tant d'ingratitude à l'égard de ceux dont les forces ont décliné après une rude existence de labeur. On gaspille trop d'argent dans des propagandes stériles, qui serait mieux employé à venir en aide aux personnes âgées et nécessiteuses.

Par ailleurs, quand donc les pouvoirs publics se préoccuperont-ils d'avoir **une politique de la jeunesse** ? Les jeunes d'aujourd'hui sont livrés à eux-mêmes, et, au sortir du régiment, éprouvent de plus en plus de difficultés pour se faire une situation et s'établir. Là encore, la carence du gouvernement est fâcheuse, car c'est l'avenir de la nation qui est en jeu. Nous ne disposons pas ici d'assez de place pour développer ces considérations (nous le ferons au cours des réunions publiques), mais il y a des suggestions qu'il faut retenir, en révisant les programmes scolaires et post-scolaires d'**orientation professionnelle**, en multipliant les **prêts d'honneur** pour l'installation des jeunes ménages, en pratiquant à leur égard une **politique du logement** mieux comprise, etc. (sans oublier **l'équipement sportif**, où presque tout demeure à faire dans la région).

Pour les tout jeunes de nos campagnes, il reste à mieux organiser le **ramassage scolaire.** Les subventions d'État sont trop lentes à être réparties parmi les usagers des autocars.

A côté de ce travail immédiat, se posent d'autres problèmes, dont les solutions demeurent en suspens.

Vous savez ce que je pense des **Bouilleurs de Cru,** chaque jour brimés davantage, alors qu'il s'agit d'une atteinte à la liberté et à la propriété individuelle, lorsqu'on les empêche de faire ce qu'ils veulent des fruits qu'ils ont plantés et récoltés.

Pour la **réfection des chemins,** les crédits devraient être plus généreusement répartis, car les camions des grosses entreprises détériorent les chaussées sans pour autant apporter une aide plus substantielle au fonds routier.

Enfin il faut résoudre d'urgence la **question des eaux :** il est scandaleux, au vingtième siècle, que plus de la moitié de nos communes ne soient pas encore alimentées en eau potable. Pour l'hygiène autant que pour la santé, ce devrait être le problème « numéro un » des dirigeants.

Il faudrait dire bien d'autres choses encore et, en particulier, savoir si l'on va se mettre sérieusement à combattre l'**augmentation du coût de la vie !** Quoi qu'en disent les voix officielles, tous les prix ont doublé depuis un an. Et les salaires des travailleurs, ou les revenus des malheureux petits rentiers, sont loin d'avoir suivi la même courbe ascendante. On parle toujours de **supprimer les zones de salaires,** mais elles existent encore, avec leurs néfastes répercussions pour les ouvriers et les fonctionnaires. Les commerçants attendent toujours vainement la **révision des patentes** et ne voient venir que l'augmentation des impôts. Sont-ce là les marques d'une gestion aussi parfaite qu'on voudrait nous le faire croire en haut lieu ?

Nous arrêterons ici une énumération bien incomplète des soucis majeurs qui devront être ceux de votre élu. En ce qui me concerne personnellement, vous savez que j'aime **rendre compte de mon mandat** et rester en contact permanent avec les électeurs. Un député d'arrondissement doit avoir au chef-lieu une permanence hebdomadaire, et dans tous les chefs-lieux de canton une permanence trimestrielle. C'est du moins l'engagement d'honneur que je prends en sollicitant vos suffrages. Au reste, on juge un ouvrier sur ses bons certificats : les miens sont les marques de confiance que n'ont cessé de m'accorder mes amis du canton de Seignelay, qui me connaissent depuis si longtemps, qui m'ont jugé à l'œuvre, et qui, l'année dernière encore, m'ont réélu comme conseiller général avec près de quatre-vingts pour cent des voix !

La politique générale a son importance, mais ne doit pas prendre le pas sur les réalités quotidiennes. On nous parle de la **stabilité ministérielle :** mais la Vᵉ République ne l'a pas connue plus que les précédentes, puisqu'en trois ans on a vu se succéder deux premiers ministres, quatre ministres différents pour l'information, six ministres différents à l'Education nationale, sans compter les autres mutations de portefeuilles, comme si les secrétaires d'Etat étaient interchangeables et disposaient de toutes les compétences !

On parle de **supprimer le Sénat ?** Et cependant une Assemblée plus sage a bien souvent rectifié avantageusement les lois votées avec trop de hâte au Palais-Bourbon.

On paraît méconnaître la nécessité de **la séparation des pouvoirs.** Et pourtant c'est chose nécessaire si nous voulons que la justice reste impartiale.

Il y a beaucoup de réformes à faire et plus urgentes que celles que l'on nous propose ; car celles-ci révèlent une tendance excessive à méconnaître les bases d'un régime démocratique.

Envoyez donc au Parlement des hommes qui ne craignent pas les mesures hardies dans le domaine social, mais qui freinent un peu les mesures qui n'auraient pour but que de mettre la République en péril.

Enfin, reste la grande affaire : **la défense de la Paix.**

Maintenant que l'on a fait, tant bien que mal (et plutôt mal que bien), la paix en Algérie, il sied d'assurer la paix dans le monde. La France seule n'y saurait suffire, mais elle doit prêter main-forte à ceux dont les efforts ont pour but : d'abord d'organiser l'Europe, mais une Europe qui comprenne tous les Etats qui la constituent, sans exclusive doctrinale ; ensuite d'organiser le monde, mais sans que l'O. N. U. refuse d'accepter dans son sein des nations aussi importantes que la Chine de Pékin.

Et puis ne faisons pas de la France, une fois de plus, le champ de bataille des guerres éventuelles en installant chez nous **les rampes de lancement** qui nous vaudraient, dès le début, des bombardements destructeurs. Enfin, sans méconnaître la valeur du rapprochement des peuples, ne laissons pas **l'armée française sous le commandement d'un général allemand** !

Mépriser l'O. N. U. est une erreur. L'améliorer est une nécessité. La France y doit participer.

Telles sont les grandes lignes d'un programme sur lequel devraient pouvoir se rassembler et se compter les électeurs... et les électrices. Car il est bien évident qu'**il faut associer les femmes à toutes nos initiatives.** Elles sont les administratrices du foyer. Il est dans leur destin de se dévouer, pour les enfants et pour les malheureux. Dans l'œuvre unanime, elles apportent leur cœur. Puissent les mères et les fiancées incliner les hommes de chez nous à des tendances plus pacifiques !

Cela dit, j'ai confiance dans le verdict populaire du 18 novembre prochain. Vous voudrez bien vous souvenir des services rendus dans le passé. Et, pour succéder au regretté Walter, trop tôt disparu, vous voudrez sans doute choisir un homme qui connaît bien vos besoins, qui a su déjà plaider la cause de vos intérêts, et qui, ayant défendu la Patrie au cours des deux guerres, aspire encore aujourd'hui à défendre la République.

Jean-Michel RENAITOUR

Conseiller général de l'Yonne,
Conseiller municipal de Seignelay,
Ancien Député et Maire d'Auxerre,
Ex-Délégué de la France à la Société des Nations,
Lauréat de l'Académie française,
Croix de guerre,
Commandeur du Mérite sportif,
Chevalier du Mérite agricole.

Remplaçant éventuel :

Robert MOREAU

Cultivateur,
Maire de Grandchamp.

VU : LE CANDIDAT.


L'Yonne Républicaine Auxerre